

## Recherches sociographiques



# La légende napoléonienne au Québec

Claude Galarneau

Volume 23, Number 1-2, 1982

Imaginaire social et représentations collectives, I. Mélanges offerts à Jean-Charles Falardeau

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055979ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055979ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Galarneau, C. (1982). La légende napoléonienne au Québec. *Recherches sociographiques*, 23(1-2), 163–174. <https://doi.org/10.7202/055979ar>

### Article abstract

La légende napoléonienne au Québec

## LA LÉGENDE NAPOLÉONNIENNE AU QUÉBEC

L'idée qu'un peuple se fait d'un autre, qu'on appelle couramment l'opinion, est une partie intégrante des représentations collectives. C'est une réalité mentale qui déborde les consciences individuelles tout en contribuant à les constituer, suivant la définition qu'en a donnée Maurice Blondel et qu'a reprise Maurice Halbwachs. Ce type de représentation est une réalité fort complexe, où se mêlent l'idée et le sentiment, le rationnel et l'affectif. Et l'idée que les peuples se font des autres ne coïncide pas toujours avec la réalité, tant s'en faut. Dans l'étude d'un pareil phénomène, il y a un écart entre la réalité objective du peuple regardé et l'idée que s'en fait le peuple regardant. L'objet à connaître se trouve ainsi dans le rapport entre deux réalités objectives : celles des peuples considérés. Cette représentation collective devient à son tour une réalité objective. Dans un tel cas, il apparaît vite que l'intérêt va d'abord et surtout au peuple regardant, à l'idée qu'il se fait de l'autre. Ces perceptions dépendent des origines du premier, de sa filiation parfois, de ses tendances, de ses motivations, de ses souvenirs, de son information, de ses relations avec l'autre, ainsi que de la distance géographique et culturelle qui les sépare. Il faut encore tenir compte des différents niveaux des représentations, celui des intellectuels, le plus facile à connaître, et celui de la masse, plus difficile à saisir, mais qui n'en a pas moins, par sa sensibilité et sa mémoire, une grande part dans la formation des représentations collectives. Dans le cas de la France vue par les Français canadiens, il ne s'agit pas du même type de représentation que celle des Français qui voient l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie ou les États-Unis, mais bien d'une collectivité issue de l'autre par filiation directe. Ce n'est plus une vision créée par les poètes et les essayistes ou fondée sur le souvenir des guerres que deux peuples se sont livrées ou qu'ils ont faites ensemble, mais bien la représentation d'un peuple, fils de l'autre. C'est dans une perspective ainsi définie qu'il importe d'étudier le mythe napoléonien au Québec au XIX<sup>e</sup> siècle, non sans avoir établi au préalable comment les représentations canadiennes envers la France se sont développées après 1760.

Si les Canadiens avaient déjà une notion claire de la patrie à la fin du Régime français, s'ils s'étaient sentis différents des Français de France dès la fin

du XVII<sup>e</sup> siècle, au point d'avoir des démêlés avec eux dans le commerce ou la guerre, il est certain qu'il n'y avait encore aucun sentiment national en 1760 sur les bords du Saint-Laurent. L'attachement demeurait profond envers la France et le Roi et la participation des Canadiens à la guerre de Sept Ans en donne le plus bel exemple. La cession du pays à l'Angleterre n'apporte aucun témoignage de satisfaction. La faute en fut imputée par les uns à la mésentente entre les Français et les Canadiens sur la façon de conduire la guerre, par les autres à l'intendant Bigot ou à la Pompadour. Bien entendu, la défaite fut interprétée par le clergé comme une punition du ciel. Quant au reste, les Canadiens ne comprirent pas ce qui leur arrivait. Chose importante à remarquer toutefois, le roi Louis XV ne fut en aucun cas tenu responsable. Le sentiment royal demeurait intact et les populations reprirent le cours de la vie quotidienne. Très lentement, les supports de l'opinion déjà identifiés vont commencer à jouer leur rôle dans la formation des représentations. Les journaux de Québec et de Montréal vont informer chaque semaine les Canadiens sur ce qui se passe en France. Les relations personnelles, les correspondances entre les familles et les communautés religieuses, le va-et-vient continu des Canadiens entre la France et la province de Québec, l'arrivée du livre français, tout cela garde la colonie devenue anglaise en contact avec son ancienne mère patrie. Il fallait attendre un événement d'importance majeure pour que se manifestent les réactions canadiennes, un événement qui engage toute la France. Ce fut la Révolution de 1789.

C'est à partir de là qu'il faut tenir le plus grand compte du niveau des représentations. Chez les gens instruits, dans les journaux de Québec et de Montréal, la Révolution est acceptée avec enthousiasme, y compris chez les administrateurs anglais. On célèbre à qui mieux mieux la destruction du despotisme. La *Gazette de Québec* retransmet même sans sourciller tout ce qui arrive en France contre la religion, comme la dissolution des monastères, l'affaire des Carmélites ou la nationalisation des biens d'Église, chose excellente, dit-elle. La *Gazette de Montréal* va plus loin, en ce sens qu'elle veut appliquer au Canada les mesures révolutionnaires contre la noblesse et le clergé. Des sociétés de patriotes et des clubs constitutionnels naissent à Montréal et à Québec. En somme, toute opinion qui s'est exprimée publiquement, de juillet 1789 jusqu'à avril 1793, fut nettement positive. Mais on sait par les correspondances privées que le clergé, les communautés religieuses et les nobles ont vite déchanté et sont devenus hostiles, mais sans le manifester publiquement. Quant aux masses populaires des villes et des campagnes, on ignore tout d'elles sur ce plan. Elles ont été certes informées de ce qui se passait, mais on ne possède pas de moyen d'appréhender leurs sentiments ou leurs opinions au cours de ces quatre années. Et à partir du moment où la Révolution déclarait la guerre à l'Angleterre, tout changeait. L'Angleterre étant en guerre, les colonies le sont, en vertu du pacte colonial. Désormais, tout ceux qui s'expriment devront être contre la puissance ennemie. Et celle-ci, ce n'est pas une puissance ordinaire, ce n'est pas seulement

l'ennemi si bien identifié depuis Louis XIII, c'est la Révolution. Le conflit ainsi déclenché par la France en février 1793 allait entraîner l'Europe entière dans une série d'alliances et de combats qui dureraient vingt-trois ans et qui atteindraient à certains moments l'Égypte, les Antilles, la Russie, les États-Unis et le Canada. C'est l'Angleterre qui dirigerait l'ensemble et qui n'aurait de cesse que le jour où l'ennemi s'avouerait vaincu.

L'enthousiasme envers la Révolution avait touché toutes les classes sociales et ce n'est qu'à partir de 1792 que le gouvernement de Londres avait commencé de réagir sous l'impulsion du jeune William Pitt, qui se prit alors d'une haine inextinguible envers la Révolution. Une fois les hostilités déclarées, une véritable guerre sainte commence, qui durera jusqu'en 1815. Le gouvernement anglais prend les moyens et adopte les mesures pour combattre le monstre révolutionnaire en Angleterre même. Il abolit la liberté d'association, procède à des perquisitions à domicile et à des arrestations arbitraires, fait de nombreux procès pour délits d'opinion, suspend *l'habeas corpus* — ce qu'il ne fera pas durant la Seconde Guerre mondiale — et censure les journaux. Dans ce dernier cas, le gouvernement de Londres va plus loin : il achète la presse en subventionnant les journaux contre-révolutionnaires. La presse anglaise est ainsi devenue un ferment de haine, une machine à injures et à insultes grossières contre la France révolutionnaire, contre Bonaparte et Napoléon. L'Église anglicane est le plus ferme soutien du gouvernement dans sa lutte sacrée contre la Révolution.

La nouvelle de la mort de Louis XVI, guillotiné le 21 janvier 1793, et celle de la déclaration de guerre du 1<sup>er</sup> février atteignent Québec à la fin d'avril. C'est aussitôt le branle-bas de combat. Entre le 24 avril et le 16 mai, la réaction des administrateurs et des corps constitués s'affirme nettement. Le lieutenant-gouverneur Alured Clarke émet une proclamation, la Chambre d'Assemblée et le Conseil législatif votent une adresse au lieutenant-gouverneur. Le juge en chef William Smith, s'adressant aux grands jurés, leur demande de veiller sur le discours des uns et des autres, afin de mieux découvrir la diffusion du poison révolutionnaire. Il met en garde contre « l'abus de la presse », contre l'activité des clubs qui veulent réformer l'État. Bref, la suspicion devient un devoir et chacun doit se méfier de la sédition.

Il fallait donc frapper l'imagination collective en l'informant de l'état de guerre. À l'été et à l'automne 1793, les menées du citoyen Genet, ministre de la Révolution à Philadelphie, la crainte de la remontée du Saint-Laurent par une flotte française obligent l'administration à de nouvelles mesures. Le juge Smith revient à la charge en novembre, faisant appel au patriotisme, rappelant que tout écrit ou conversation contre la constitution du pays est interdite. Lord Dorchester lance, trois semaines après, une proclamation dans laquelle il adjure les bons sujets de chercher à découvrir les traîtres. En novembre également, l'évêque de Québec envoie une circulaire aux curés leur expliquant que les liens

sont rompus avec la France depuis 1763 et qu'on doit ainsi fidélité, soumission et obéissance à Sa Majesté britannique.

Lors de l'appel de deux mille miliciens en mai 1795, les habitants de nombreuses paroisses refusent de s'inscrire sur les rôles, par crainte de voir les hommes de dix-huit à soixante ans envoyés en dehors du territoire et en quelque sorte « déportés ». Deux ans après, la loi de voirie entraîne quelques attroupements dans les régions de Montréal et de Québec. Les habitants sont mécontents d'une mesure qui les oblige à payer de leur personne et de leur travail pour la construction des chemins à un moment de conjoncture économique défavorable. Le gouvernement, de son côté, croit voir des émissaires de la Révolution partout, mais il n'en arrête jamais. Il doit donc prendre des mesures plus incitatives. C'est l'enrôlement moral par les Associations loyales partout, comme on venait de le faire en Grande-Bretagne. À cette occasion, des paroisses, qui ont refusé de s'inscrire aux milices, vont même jusqu'à présenter leur autocritique au gouverneur. Et l'administration suspend l'*habeas corpus*, trouve enfin un émissaire en 1797, David McLane, le juge et l'exécute, pour faire un exemple. Et c'est ainsi jusqu'en 1815. Après les discours, la persuasion, les lois, les Associations loyales, la pendaison d'un espion américain, on tiendra les populations en haleine par des souscriptions pour l'Angleterre, des proclamations, des mandements d'évêque, des sermons, des messes, des *Te Deum* pour les victoires anglaises. Ce fut une véritable mobilisation des populations durant vingt-trois ans.

Pour mieux toucher les gens instruits et leur fournir des armes dans la lutte contre l'Ennemie, des livres et des brochures contre la Révolution sont largement diffusés, et au moins huit d'entre eux sont publiés à Québec et à Montréal avec des subventions du gouverneur. Entre autres le *Journal de Cléry*, valet de chambre de Louis XVI, et la *Relation de la mort de Louis XVI*, écrite par son aumônier, l'abbé Edgeworth de Firmont. Quant à la presse périodique, elle soutient chaque semaine, inlassablement, le combat et la propagande. Toute l'information est dirigée contre la Révolution et Napoléon Bonaparte. Les journaux n'oublient jamais que les Canadiens sont d'anciens Français. Ils insistent sur le sort fait aux Bourbons, sur les atrocités révolutionnaires et d'abord sur l'exécution de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Enfin, c'est dans cette conjoncture que naît l'idée de la conquête providentielle. Les Canadiens n'avaient pas compris pourquoi ils avaient été abandonnés par la France en 1763. Trente ans après, le juge Smith leur en fournit la raison : Dieu avait séparé le Canada de la France et l'avait confié à l'Angleterre pour lui épargner les « horreurs » de la Révolution. Le Conseil législatif, M<sup>gr</sup> Plessis, les curés dans leurs sermons répètent à satiété cette vérité enfin reconnue, qui sera enseignée à tous et chacun durant un siècle et demi par la suite. Le vocabulaire employé ne parlait que des « horreurs de la Révolution », des massacres, des atrocités de la révolution régicide, parricide, athée, persécutrice, sanguinaire et satanique.

Ce fut donc une véritable guerre psychologique, conduite au Canada de l'époque et plus particulièrement au Bas-Canada. Ce fut également une réussite totale. D'une part, les Canadiens ne profitèrent pas de la situation pour imiter les Américains en se soulevant contre les Britanniques, ce qu'ils auraient fort bien pu tenter de faire et ce que craignaient par-dessus tout les Britanniques. D'autre part, cette action psychologique permanente menée par les classes dirigeantes, les administrateurs, le clergé catholique et les élites laïques, autant que le fort contingent de prêtres émigrés, a passé la rampe et a pénétré profondément les masses populaires, chrétiennes et monarchistes. Celles-ci, rappelons-le, avaient perdu leur mère patrie sans comprendre, mais étaient restées très attachées au roi de France. Les voyageurs européens le signalent souvent dans leurs récits de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le roi d'Angleterre n'était et ne pouvait être absolument rien pour les Canadiens. Et soudain la Révolution, décapitant Louis XVI, les prive de leur père. C'était un monde qui s'écroulait, dont on leur rappellerait sans cesse qu'il était disparu par les atrocités, les persécutions et les spoliations. C'en était fini de la vieille France et du roi dans la psychologie collective canadienne. Il ne semblait pas y avoir d'issue au malheur, il n'y avait plus personne ni rien à qui ou à quoi se rattacher dans la suite du monde connu jusque-là.

Et pourtant, il y aurait bientôt Bonaparte et Napoléon, qui prendrait le relais et qui en ferait voir de toutes les couleurs aux « Bretons », comme Baptiste appelait les Anglais. Il domine la France et l'Europe entière du Portugal à la Pologne, de l'Italie à l'Allemagne du Nord. Bien entendu, la propagande l'accable de 1798 à 1815, d'Aboukir à Waterloo, rapportant les batailles de Bonaparte et de Napoléon sans jamais parler de ses victoires lorsque c'était le cas, exaltant par contre ses défaites durant des semaines et des mois dans les journaux et par des messes et des *Te Deum*. Comme en Angleterre, la presse de Québec et de Montréal n'écrit presque jamais le nom de Napoléon : elle ne parle que de Buonaparte. Les journaux canadiens empruntent une abondante matière, celle des journaux anglais, tout en insérant les poésies gauches de nos versificateurs. On trouve tous les vocables importés, tels que le Corse — qu'on appelle ici le « Corsicain » — l'usurpateur, le tyran, l'arlequin, le monstre impie ou l'ogre. La presse anglaise de Québec insiste lourdement sur l'image, apportée d'Espagne, qui assimilait Bonaparte à l'Antéchrist. Il est même interdit de prononcer le nom de Napoléon en public et encore moins d'oser parler de ses victoires. Autrement on passe pour un *French and bad subject*. Mais tout cela était bien de la propagande et perçu comme tel par les Canadiens.

Napoléon n'avait pas été parmi les régicides et il avait fait le Concordat. Il avait été sacré à Paris par Pie VII et, s'il avait un peu malmené le Pape, il n'avait pas persécuté les catholiques ni massacré les prêtres. Et c'était un général extraordinaire, un guerrier et un conquérant qui, encore une fois, faisait trembler les Anglais, ce qui ne pouvait déplaire aux Canadiens. Il y avait le discours obligé des journaux et de ceux qui s'exprimaient publiquement, mais

on peut penser qu'il y avait dans tous les groupes sociaux une admiration silencieuse et complice, comme Philippe Aubert de Gaspé le raconte en parlant de son père. Un autre indice qui nous met sur la piste de la perception de Napoléon dans les milieux populaires, c'est la lettre de douze habitants de sept villages du sud de Montréal, signée à Saint-Constant en 1805. Ils ont plus de cinquante ans et ils parlent des « intentions du peuple canadien de retourner sous l'Empire de la France et porter de nouveau le nom glorieux de Français ». Ils s'adressent à « Sa Majesté » et deux des signataires iront porter la lettre en France. En somme, après plus de dix années de catastrophes, de malheurs et de massacres en France dont le bruit s'était si bien répandu par la propagande des élites politiques, religieuses et intellectuelles, les exploits de Bonaparte et son choix pour le principe monarchique pouvaient redonner un peu d'espoir et d'admiration envers la Grande Nation, qui paraissait avoir tant démérité du monde. La légende dorée de l'Empereur des Français allait le montrer dans les décennies suivantes.

La légende napoléonienne est née dès la campagne d'Italie en 1797. C'est le Bonaparte d'Arcole et du Saint-Bernard, immortalisé par Gros et David, auquel succédera le Napoléon d'Austerlitz et de Wagram. Le héros lui-même met ses soins à la développer et à l'entretenir avec la conscription des peintres, des musiciens, des architectes et des écrivains, qui multiplient les louanges par le pinceau, l'opéra, les monuments ou le dithyrambe. La presse est certes asservie au même rôle. Le catéchisme impérial décrète la soumission à l'Empereur et on invente même un saint Napoléon, alors que les curés doivent lire au prône les bulletins de la Grande Armée, qui étaient traduits en plusieurs langues et répandus partout en Europe. Mais les malheurs et les défaites des dernières années avaient diminué la qualité du personnage que pourtant les hommes de toutes les classes avaient admiré, qu'ils fussent Beethoven, Goethe ou Hegel, qu'ils fussent paysans allemands ou français.

Son départ pour l'Atlantique Sud va redresser la situation. Le martyr de Sainte-Hélène, le prisonnier des Anglais, qui fait trembler de peur les princes européens, sut tirer parti de sa condition misérable dans le célèbre *Mémorial*, dicté à Las Cases. À sa mort en 1821, le mythe est constitué. Le souvenir du jeune héros, du maître du monde et du proscrit ont fait oublier l'ogre.

La propagation de la légende est aussi puissamment aidée par les différentes conjonctures que connaît la France après 1815. « Terreur blanche » et difficultés économiques font regretter la relative tolérance de l'Empire et les bonnes années de 1802 à 1810. Et surtout les vieux soldats, rentrés chez eux après 1815, ont raconté dans les veillées l'épopée de la Grande Armée, exaltant jusqu'à la déification le héros qu'ils avaient suivi sur les routes de l'Europe, de Rome à Moscou. Le peuple était ainsi élevé dans le culte bonapartiste. C'était une véritable religion. Les mendiants demandaient l'aumône au nom de Napoléon, des sociétés se vouaient à son culte dans plusieurs pays. La légende

napoléonienne fut une légende populaire avant d'être littéraire, une tradition orale et un culte de masse d'abord. Elle fut emportée sur les ailes de la chanson par Béranger et Debraux, diffusée dans les almanachs populaires, les images d'Épinal, les lithographies, la gravure, les récits des manuels scolaires. Les écrivains s'y mirent ensuite et la répandirent dans la bourgeoisie et les classes supérieures par le roman et le théâtre, dont Balzac, Stendhal et Hugo sont les ténors. En 1848, on dénombrait près de six cents pièces de théâtre consacrées à Napoléon. Il n'est pas surprenant qu'en 1830 il soit devenu en France et dans l'Europe entière le symbole de la gloire militaire et de l'idéal national, le type du héros. Et le sentiment national s'exprime souvent par le culte du héros. Ajoutons que la légende s'est répandue ailleurs dans le monde, en Asie et en Amérique du Sud, en Perse et en Nouvelle-Zélande. On la retrouve bien entendu aux États-Unis, en Louisiane et au Canada.

Les États-Unis avaient été un lieu de refuge pour beaucoup de Français durant la Révolution. Il y eut Barbé-Marbois, Brissot, le duc d'Orléans, Chateaubriand, Talleyrand, La Rochefoucauld-Liancourt, de même que des prêtres émigrés. Le général Moreau y vint sous Napoléon. Après Waterloo, ce fut au tour des hommes de la Grande Armée de s'y replier, tels que Grouchy, les fils Foucher, le général de Caulaincourt, le duc de Vincence, le général des Fourneaux, le comte Réal, les généraux Bernard, Lallemand et Lefebvre-Desnouettes. Quelques-uns tentèrent de fonder un établissement au Texas et ce fut l'échec du Champ-d'Asile. Le frère aîné, Joseph Bonaparte, acquit d'abord un immense domaine dans le New Jersey et s'établit à Point-Breeze. Ceux qui pouvaient le plus craindre cette présence française, c'étaient les Anglais du Canada, dont les gouverneurs avaient toujours peur de voir revenir le conquérant. Aussitôt que Drummond apprit la venue de Joseph aux États-Unis, il demanda des instructions à Londres, qui lui répondit d'exclure tout parent ou partisan de Napoléon qui se présenterait au Canada.

Au cours des années suivantes, les rumeurs les plus folles continuèrent de circuler. L'une voulait que Lallemand eût pour but secret d'aller enlever Napoléon à Sainte-Hélène et de venir s'emparer du Canada. Si l'on en croit le *Mémorial*, Napoléon y aurait songé en mai 1816, ayant appris que Joseph avait acheté des terrains au nord de l'État de New York. Chose certaine, Joseph n'avait pas le tempérament du conquérant. Il se tint tranquille à Point-Breeze, fonda le *Courrier des États-Unis* à New York en 1826, journal qui eut une grande audience dans les milieux français des États-Unis et au Québec. Joseph-Edmond Roy a pu croire que, *La Minerve* ayant été fondée la même année que le *Courrier des États-Unis*, Joseph Bonaparte n'y aurait pas été étranger. Pour effrayer davantage les Britanniques, Joseph Bonaparte avait construit, au nord de l'État de New York, quelques maisons qu'il loua à des Français. Sur la rive sud du Saint-Laurent, un groupe d'officiers de l'armée de Napoléon étaient venus s'établir à Cap Vincent, dans la région des Mille-Isles. Joseph les visitait souvent et ils vivaient entre eux, dans le culte du héros, se tenant en relation



avec les autres exilés ailleurs dans le monde. Leur entourage a toujours prétendu qu'ils entretenaient l'espoir du retour de Napoléon. Si bien qu'après sa mort, ils rentrèrent presque tous en France.

Au Québec comme en France et dans les autres pays européens, la légende dorée est d'abord un phénomène populaire. C'est dans l'anthroponymie que Napoléon a laissé les traces les plus importantes de sa présence. Pour la période de 1804 à 1855, des recherches effectuées dans plus de trente paroisses, dont les deux tiers dans la région de Québec, donnent des indications nettes. La ville de Québec ne compte que la paroisse Notre-Dame avant 1829. Malgré le climat de terreur qui règne chez les Britanniques au temps de l'Empire, on trouve trois enfants baptisés sous le prénom de Napoléon en 1806, 1807 et 1812, respectivement fils de charretier, de charron et de charpentier. On en compte 288 de 1816 à 1855 dans la même paroisse, enfants de familles de 57 métiers ou professions différentes, dont le plus grand nombre (135) se trouve chez les menuisiers, les charpentiers, les journaliers et les charretiers. Au faubourg Saint-Roch, paroisse détachée de Notre-Dame en 1829, il y a 412 inscriptions sur les registres de baptême avant 1856, dont les pères travaillent dans 49 métiers différents. Encore là, les charpentiers, les menuisiers et les journaliers forment le plus grand nombre (182). Et le faubourg Saint-Roch est certes un quartier plus populaire que celui de la paroisse Notre-Dame. En 26 ans, il donne 124 Napoléon de plus que Notre-Dame en 51 ans. La paroisse de Montréal a connu également deux Napoléon avant 1816, tous deux fils de négociants. Mais le recensement de la période 1816-1855 n'a pas encore été fait. Dans les campagnes aussi bien dans la région de Québec qu'à Nicolet, Trois-Rivières, Louiseville, Saint-Jérôme, Saint-Mathias-de-Rouville, des pères nomment leurs fils Napoléon et les cultivateurs sont les plus nombreux. À Saint-François-de-Beauce, à Saint-Joachim de la Côte-de-Beaupré, à Saint-Joseph de la Pointe-de-Lévis, il y a deux Napoléon dans la première et un dans chacune des deux autres avant 1816. Dans les paroisses qui existaient avant 1800, c'est à partir de 1830 que le nombre augmente partout. Quant aux paroisses fondées à partir de 1830 on l'a vu pour Saint-Roch de Québec, elles ne cèdent pas leur place. Par exemple, à Saint-Calixte-de-Plessisville, qui n'est en 1840 qu'une mission où le prêtre passe une fois par année, il y en a 32 en 15 ans ; à Saint-Christophe-d'Arthabaska, 16 en 4 ans.

Autre trait intéressant, c'est que les prénoms comprennent souvent des alliances qui eussent été aberrantes en France, tels que des Louis-Napoléon et des Louis-Philippe-Napoléon. La mortalité infantile étant chose courante à l'époque, les pères ayant perdu un premier fils du prénom Napoléon font baptiser le suivant de la même façon. L'exemple le plus célèbre est celui de Ludger Duvernay, qui prénomme ainsi successivement ses troisième et quatrième fils. Après 1840, le cas commence à se présenter du père ou du parrain qui se prénomme Napoléon. De sorte qu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, il y avait une tradition solidement établie de trois ou quatre générations de Napoléon, de père

en fils ou d'oncle à neveu. Si l'on consulte encore des généalogies ou des listes d'élèves de collèges, les Napoléon apparaissent partout, comme au Séminaire de Saint-Hyacinthe, où le nombre passe de 3 en 1830-1839 à 24 en 1870-1879. Enfin, les anecdotes où le surnom de Bonaparte ou de Napoléon a été décerné à quelques Québécois foisonnent. Pour n'en retenir qu'une, citons le cas de Joseph Trudel dit Bonaparte, de Nicolet, qui avait été ainsi qualifié par son seigneur lors d'un procès en 1845 et qui, sa vie durant, garda le surnom, signant même ses actes notariés « Joseph Trudel de Bonaparte ». Ses enfants et ses petits-enfants étaient connus comme les « petits Bonaparte ». La toponymie, si l'étude en était entreprise, fournirait aussi les siens. La ville de Québec eut son quai Napoléon vers 1830 et Montréal une rue dans la même décennie. Des bateaux et des restaurants portent aussi son nom durant ces années.

La chanson populaire ne l'a pas davantage oublié. Aux Archives de folklore de l'Université Laval, on en retrouve plusieurs qui étaient encore chantées vers 1960 chez les personnes âgées, et d'autres dès 1830 sur les rives du Saint-Laurent. Les unes sont tirées du *Chansonnier du royaliste*, de Barthélémy et Méry et de Béranger et Debraux, ou encore de soldats de la Grande Armée venus en Acadie et au Québec. D'autres phénomènes méritent d'être signalés, tels que les maisons construites sur le modèle de celle occupée par Napoléon à Longwood. Ce fut le cas du premier collège de Sainte-Thérèse-de-Blainville, édifié par l'abbé Ducharme, fervent admirateur de l'Empereur, celle de Atkinson, à New-Liverpool, incendiée après 1960, ou encore le manoir du seigneur Barthélemy Joliette à l'Industrie, qui imite celui de Joseph Bonaparte aux États-Unis.

Si la légende napoléonienne a été très répandue dans les masses populaires, elle n'en a pas moins été omniprésente dans la culture savante, dans l'imprimé, dans la sociabilité et dans l'iconographie. Et d'abord dans la presse périodique. Les journaux de longue durée comme *Le Canadien* et *La Minerve*, les nombreux autres qui paraissent de cinq à dix ans ou qui ne vivent qu'une année ou deux, en parlent tous. Ceux qui ont paru de 1797 à 1815 ont été forcés de se montrer hostiles à Napoléon jusqu'au départ pour Sainte-Hélène. Seul *Le Canadien* avait osé ne pas répéter les grossièretés et les injures venues d'Angleterre. Il avait adopté le ton neutre, tout en jugeant quelquefois sévèrement la politique impériale. C'est pour cette raison, entre autres, que l'entourage du gouverneur Craig fit croire à ce dernier que l'ambassadeur de Napoléon à Washington subventionnait *Le Canadien*. Le gouverneur le crut, fit saisir les presses du journal et emprisonna ses propriétaires.

Dès 1816, les nouvelles de Sainte-Hélène commencent à arriver et les journaux français de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal publient de l'information sur Napoléon à longueur d'année par la suite. Une vue sommaire de cette énorme cueillette, qui s'arrête en 1848, montre que tous les genres et tous les types d'information s'y trouvent à propos de Napoléon, empruntés à

l'actualité certes, mais surtout à la légende telle qu'elle se déroule en Europe et venant par les journaux, les livres et les brochures de France. Les milliers d'articles qu'on y peut lire vont de la maxime, des poésies et des chansons de quelques lignes aux biographies et aux récits de batailles étalés sur plusieurs colonnes ou numéros. Les écrits de Napoléon, vrais ou apocryphes, ceux des membres de sa famille et de ses maréchaux, les chansons de Béranger, les poésies de Hugo, les écrits de Barthélémy et Méry, de Berthet, de Berthoud, de Balzac, de Chateaubriand, d'Émile Marco de Saint-Hilaire, bref les textes des grands et des petits qui ont développé le mythe littéraire s'y rencontrent. Certains ont connu un sort spécial. *Le Manuscrit venu de Sainte-Hélène d'une manière inconnue* et publié à Londres en 1817 est inséré dans les journaux de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal en juin et dès les premiers numéros du *Canadien*, qui reparait à partir de ce moment. L'année suivante, J.-V. Delorme édite le manuscrit en brochure à Montréal tandis que Bédard, du *Canadien*, en fait autant à Québec. *Le Manuscrit* a même été copié à la main. Nos jeunes écrivains, tels que F.-X. Garneau et Napoléon Aubin, consacrent quelques poésies à leur héros en 1838.

Le théâtre et le spectacle ont offert d'autres occasions aux populations de Québec et de Montréal de communier au culte de Napoléon. À titre d'exemples, citons la venue à Québec du *Grand panoroma* de la bataille de Waterloo, présenté dès janvier 1818, du « montreur de ville », colporteur qui, pour un sou, faisait passer sous le grossissement d'une lentille les images de Rome, du Vésuve, du Juif Errant et de Napoléon, tel que Louis Fréchette le vit à Lévis vers 1845. Il serait exagéré de dire que le portrait de Napoléon se retrouvait dans toutes les maisons du Québec. Mais les images d'Épinal qui l'ont célébré en France se sont également répandues dans nos campagnes.

Quant aux ouvrages sur Napoléon, ils sont chez les vendeurs de livres, dans les listes que nous donnent les inventaires après décès et dans les catalogues de bibliothèques collectives. Jean Rivard n'a emporté que quatre livres dans son camp de défricheur : *l'Imitation de Jésus-Christ*, *Don Quichotte*, *Robinson Crusoé* et *l'Histoire populaire de Napoléon*, qu'il avait reçue en prix au collège. Et Rivard faisait la lecture de Napoléon le soir, à la chandelle, à son compagnon analphabète, Pierre Gagnon, qui appelait Rivard l'Empereur, Sa Majesté ou le Petit caporal. Dans les collèges de l'époque, Ducharme à Sainte-Thérèse, Jérôme Demers au Séminaire de Québec et quelques prêtres à Sainte-Anne-de-la-Pocatière ne cachaient pas leur admiration pour Napoléon. Ceux qui allaient en France se rendaient aux Invalides voir les survivants de la Grande Armée et passaient leurs soirées dans les théâtres parisiens où l'on jouait des pièces sur Napoléon. Enfin la Société française en Canada, société créée par les immigrants français, fondée en 1835 à Québec et à Montréal, se place sous le signe de l'Empereur en célébrant chaque année le 15 août « sa fête patronale, la Saint-Napoléon », dans une salle ornée de souvenirs napoléoniens, chaque membre portant à la boutonnière une médaille en argent à l'effigie de Napoléon.

En somme, la légende et le mythe ont envahi le Québec comme ils ont submergé l'Europe et couru le monde. En Europe, les peuples ont tenté de secouer le joug de la Sainte-Alliance au cri de « Vive Napoléon ! ». Et pourtant ce sont ces mêmes populations qui avaient combattu le tyran en Espagne et en Allemagne. Le sentiment national avait besoin d'un héros qui allait servir de catalyseur au mouvement des nationalités. Comment le Québec aurait-il pu rester étranger au mythe, lui qui avait le plus grand besoin d'un héros, qui avait d'abord perdu sa mère patrie en 1763 et son père trente ans après ? La Révolution avait à jamais interdit aux Français canadiens le retour à l'Ancienne France. Mais à Louis XVI décapité avait assez vite succédé Napoléon, conquérant extraordinaire, qui renouait avec le principe de la légitimité monarchique un moment éteinte avec Louis XVI et qui avait fait une sacrée peur à l'Anglais. Cela au moment même où l'idée de nation commençait à se préciser et à s'extérioriser au Québec. Viendraient les luttes politiques de la décennie 1830, mouvement de nationalité s'il en fut un. C'est dans ces années que les prénoms Napoléon se multiplient, que la légende populaire et le mythe littéraire remplissent les journaux, et que nos poètes le chantent. Au héros éponyme s'ajoute Papineau, héros de la révolte contre l'opresseur. Papineau part, Napoléon demeure dans l'inconscient collectif.

Lorsque la France officielle reparait pour la première fois lors de la venue de la *Capricieuse*, corvette envoyée par Napoléon III en juillet 1855, les populations des villes et des campagnes célèbrent les retrouvailles si longtemps attendues. Il y a certes de nombreuses réceptions officielles à Québec, à Montréal et jusqu'à Toronto pour le représentant de la France alliée de l'Angleterre. La diplomatie exige beaucoup de retenue dans les propos de part et d'autre et l'on fait révérence à Napoléon III et à Victoria. Mais dans l'idée des populations, l'oncle et le neveu sont si bien confondus que le 15 août, à bord de la *Capricieuse*, c'est Napoléon 1<sup>er</sup> dont on fête l'anniversaire. Crémazie a su traduire dans son *Vieux soldat canadien*, écrit pour la circonstance, les sentiments profonds de ses compatriotes :

« Mutilé, languissant, il coulait en silence  
 Ses vieux jours désolés, réservant pour la France  
 Ce qui restait encor de son généreux sang ; »

Mais

« Fier de ses souvenirs, il chantait son espoir. »

Et cet espoir couronné à l'été de 1855, ce n'est ni le souvenir de Louis XV ni celui de Louis XVI le roi martyr qui le comblent, mais bien celui de Napoléon, l'homme du destin. Prométhée cloué sur le rocher de Sainte-Hélène, symbole du génie aux prises avec la fatalité, quelle ressemblance avait le héros avec la nation canadienne, elle-même deux fois séparée de la France par la cession et la révolution régicide ! Ainsi le mythe napoléonien, personnifiant la patrie perdue et incarnant la fierté de la race, avait apporté un puissant facteur de

cohésion aux Canadiens, leur avait donné le héros dont ils avaient besoin. Tant il est vrai que «le mythe napoléonien est un mythe de la réintégration, du partage et de la liberté, dans une époque d'éviction, de dépossession et d'aliénation». Et tout mythe implique le thème du retour du grand homme perdu.

Claude GALARNEAU

*Département d'histoire,  
Université Laval.*